

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Rapport de synthèse



LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

INTRODUCTION

Le contrôle et la réglementation de la sexualité, en particulier celle des adolescentes, constituent une manifestation criante et souvent négligée des inégalités de genre, que l'on retrouve dans différents contextes culturels et communautés de par le monde. Pratiquement toutes les sociétés imposent certaines formes de restrictions légales, religieuses, politiques, sociales ou économiques à divers aspects de la sexualité :

- l'expérience de la sensualité, de l'intimité et du plaisir ;
- les comportements sexuels et les relations intimes ;
- l'expression de la sexualité et de l'orientation sexuelle ;
- la prise en charge de sa propre santé sexuelle et reproductive ;
- l'exercice de l'autonomie sexuelle, ainsi que l'autonomie corporelle de façon plus générale.

Chez les adolescentes, ces restrictions sont exacerbées par les inégalités criantes liées à leur âge et à leur genre. Les adolescentes sont généralement dépourvues de pouvoir et de contrôle sur leur propre existence et, bien souvent, d'énormes contraintes limitent leur capacité à prendre des décisions pour elles-mêmes.

Le contrôle de la sexualité des adolescentes trouve son origine dans le patriarcat et est un des moteurs d'une des pratiques les plus courantes et préjudiciables au monde : les unions et les mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPF)^{1,2}. Les UMEPF illustrent de manière frappante à quel point les femmes et les filles sont privées de leurs choix de vie, jusqu'aux plus intimes comme choisir ou non de se marier, quand et avec qui, des choix dont prennent le contrôle d'autres personnes. Les professionnels du secteur du développement, les chercheurs, les militants et les responsables politiques reconnaissent de plus en plus la nécessité d'aborder les questions du patriarcat et du contrôle de la sexualité pour mieux comprendre et résoudre le problème des UMEPF³. Malheureusement, la sexualité occupe trop souvent une place marginale dans les programmes visant à réduire les UMEPF⁴. À moins d'aborder sans détour le contrôle de la sexualité et les normes de genre préjudiciables qui confèrent un statut social inférieur aux femmes et aux filles, on ne pourra pas mettre fin aux UMEPF.

Les approches promouvant l'égalité des genres (APEG)

encouragent une sensibilité critique à l'égard des rôles et des normes liés aux genres ; encouragent une situation équitable pour les filles et les femmes dans la société ; remettent en cause la distribution des ressources et l'attribution des tâches entre les hommes et les femmes ; et/ou s'emploient à équilibrer les relations de pouvoir entre les femmes et les autres membres de la communauté, notamment les prestataires de services ou les chefs traditionnels. Le but ultime de ces approches est de parvenir à l'égalité entre les genres, d'autonomiser les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme, de promouvoir la santé et de mettre fin à la violence.

En réponse à ce problème, le groupe de travail sur les programmes à l'égard des UMEPF et de la sexualité a été formé. Le groupe a commandé une étude pour trouver des programmes prometteurs à l'égard des UMEPF et de la sexualité qui privilégient une approche promouvant l'égalité des genres (APEG) et qui pourraient être adaptés à d'autres contextes, ainsi que pour comprendre les principaux facteurs de réussite de ces programmes.

Ce rapport identifie des programmes⁵ prometteurs qui ont été mis en œuvre dans des contextes conservateurs sur le plan politique et culturel, notamment par des organisations œuvrant au niveau local. Les constatations du rapport serviront : 1) à titre d'outil d'apprentissage pour les responsables de programmes ; 2) à présenter les lacunes et les aspects méritant des recherches plus approfondies ; 3) à titre d'outil pouvant aider les militants à ouvrir le dialogue avec des dirigeants et des responsables politiques sur la question des programmes à l'égard des UMEPF et sur la façon dont ces programmes peuvent améliorer l'autonomie sexuelle et corporelle des filles et des femmes.

Nous tenons à remercier toutes les organisations qui nous ont consacré du temps pour partager leur expertise et nous fournir des informations. Sans leur générosité et leur important travail, ce rapport n'aurait pas été possible.

Ce projet a reçu l'appui du Fonds Keneda, du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

par l'entremise du programme Prevention+, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et d'autres généreux bailleurs de fonds. Nous tenons également à remercier Maria Bordallo et son équipe (Susana Fried, Shelly Makleff, Rhon Reynolds) pour la réalisation de l'analyse et la rédaction de la première ébauche des constatations et des études de cas, ainsi que Gabriela Muñoz et Alejandra Colom, de l'organisation Population Council, pour leur contribution à l'achèvement du rapport complet.

Dans un esprit de solidarité et de partenariat, le groupe de travail :

American Jewish World Service (AJWS), CARE, Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), Coalition internationale pour la santé de la femme (IWHC), CREA, *Filles, Pas Epouses*, Fonds mondial pour les femmes, GreeneWorks, Nirantar Trust, Plan International, Population Council et Promundo États-Unis.



Photo: Flemming Gerny / Plan International

¹Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : un « mariage d'enfant » correspond à tout mariage dans lequel au moins un des conjoints a moins de 18 ans. Un « mariage forcé » correspond à tout mariage contracté sans le libre et plein consentement des deux parties. Un mariage d'enfant est considéré comme une forme de mariage forcé puisqu'au moins une des deux parties n'a pu donner un consentement préalable, libre et éclairé. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Child, early and forced marriage, including in humanitarian settings*, <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Women/WRGS/Pages/ChildMarriage.aspx> (consulté en avril 2019). Bien que le terme « mariages d'enfants, précoces et forcés » soit désormais utilisé dans les documents des Nations Unies pour décrire cette pratique variée, le mot « unions » y a été ajouté pour rendre compte des mariages informels et des unions libres, très communs en Amérique latine et dans la région des Caraïbes, et analogues aux mariages formels (contenu adapté de Plan International).

²Environ 650 millions de filles et de femmes vivantes à ce jour ont été mariées avant leur 18e anniversaire (UNICEF, 2018). Cette seule statistique ne suffit pas à témoigner de toute l'ampleur du problème, comme les normes patriarcales à l'origine des UMEPF peuvent pousser les femmes à se marier longtemps après l'âge de 18 ans.

³M.E. Greene, S. Perlson, J. Hart et M. Mullinax, *The centrality of sexuality for understanding child, early and forced marriage*, Washington, DC, GreeneWorks et American Jewish World Service, 2018.

⁴https://ajws.org/wp-content/uploads/2018/05/centrality_of_sex_final.pdf

⁵Ibid.

MÉTHODOLOGIE

Le groupe de travail a chargé une équipe de recherche de dresser une liste d'APEG prometteuses et susceptibles d'être reproduites. À cette fin, l'équipe de recherche a collecté de nombreux renseignements et analysé 194 programmes. À l'issue de cette analyse, 23 de ces programmes répondant aux critères établis en consultation avec le groupe de travail ont été identifiés.

Les 23 programmes ont été analysés en détail selon des variables pertinentes, notamment : une caractérisation générale des groupes ayant participé au programme ; les objectifs du programme et les renseignements sur sa mise en œuvre (le contenu du programme, l'engagement communautaire, la durée du programme, la fréquence des séances et le coût du programme) ; la place de l'égalité des genres dans les principes du programme ; les processus de mobilisation des filles ; le recours à un modèle écologique ; le travail concernant la santé et les droits sexuels et reproductifs ; ainsi que les stratégies d'ensemble du programme et le caractère novateur des méthodes d'approche. Il convient de noter que, bien que l'équipe de recherche ait investi des efforts considérables pour trouver des programmes d'Amérique latine et de la région des Caraïbes, seules quelques organisations de la liste préliminaire ont répondu à nos requêtes. Ce constat est regrettable, étant donné que les taux de mariages précoces, et en particulier d'unions informelles précoces, sont élevés dans la région. Par ailleurs, le rapport n'est pas expressément axé sur les contextes humanitaires.

Premiers critères de sélection

- Le programme met en l'avant ou cible les filles (le programme peut aussi avoir d'autres cibles, notamment les enfants et les jeunes transgenres ou de genre non conforme. Cependant, au moins certains aspects du programme s'adressent précisément et uniquement aux filles et aux jeunes femmes)⁶.
- Le programme met l'accent sur la prise de décision autonome.
- Le programme promeut l'égalité des genres⁷ et privilégie une approche intersectorielle.
- Le programme est ancré dans les droits des filles et des jeunes femmes.
- Le programme tient compte de la complexité de la vie des filles : il repose sur une compréhension des caractéristiques et des besoins particuliers des filles ciblées et est axé sur ces caractéristiques.
- Le programme met en valeur le point de vue des filles. Par exemple, en sollicitant leur participation (et celle des autres personnes ciblées par le programme, notamment les enfants et les jeunes transgenres ou de genre non conforme) quant à l'évaluation et à la révision du programme et, idéalement, à son élaboration. Le programme aménage également des espaces où les filles peuvent s'exprimer en toute sécurité.
- Le programme est adapté aux réalités locales et en appelle à la participation des acteurs de la communauté, y compris les hommes et les garçons, qui sont encouragés à devenir des partenaires pour l'égalité des genres et à remettre en question toute forme de masculinité préjudiciable.
- Le programme tient compte des interrelations au sein de l'écologie sociale (c.-à-d., les obstacles provenant de la famille, de la communauté et de la société), notamment les entraves structurelles et juridiques ainsi que les normes de genre et les attentes culturelles préjudiciables, que ce soit en établissant des liens avec d'autres programmes ou en aiguillant les participants vers les services appropriés.
- Le programme aborde la question de la santé sexuelle et reproductive.

Deuxième critère de sélection

Le programme est explicitement axé sur les UMEPF.



Photo: Parav / Plan International

⁶Le présent document est une synthèse du rapport au titre éponyme. Le rapport intégral, qui comprend des exemples concrets tirés des différentes organisations mises à l'étude.

⁷Population Council, *Girl-Centered Program Design: a toolkit to develop, strengthen and expand adolescent girls' programs*, 2010. Dans cette boîte à outils, on remarque que bon nombre de communautés n'ont aucun programme destiné aux filles. On s'attend plutôt à ce que les filles participent à des programmes destinés aux jeunes en général. Cependant, bien souvent, de tels programmes ne répondent pas aux besoins des filles ou ne ciblent pas les expériences propres à leur genre. Toujours selon cette boîte à outils, « les filles tendent à tirer le meilleur profit de programmes réservés aux filles : elles n'ont pas peur de parler, de s'exprimer, de poser des questions et d'assumer des rôles de leadership auxquels elles n'auraient pas pu accéder autrement ».

⁸Selon la définition d'« approches promouvant l'égalité des genres » employée par *Filles, Pas Épouses*.

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

PRINCIPALES CONSTATATIONS : LEVER LES TABOUS À L'AIDE D'APPROCHES PROMOUVANT L'ÉGALITÉ DES GENRES

L'étude a mis en lumière des APEG prometteuses employées par des organisations pour tenter de venir à bout du contrôle de la sexualité des filles dans le contexte des UMEPF.

Les **réactions négatives** constituent un problème récurrent d'un programme à l'autre : les organisations ayant recours à des APEG pour agir à l'égard de la sexualité adolescente et des UMEPF sont confrontées à des réactions négatives qu'elles doivent surmonter et dont elles tirent des leçons. Parmi ces leçons, on compte l'importance de recourir à des méthodes d'approche stratégiques au sein du recrutement, de dialoguer avec les parents et les leaders communautaires, ainsi que de mobiliser les hommes et les garçons en tant qu'alliés de cette marche vers l'égalité des genres. Même si les programmes bien conçus qui veillent à la collaboration des parents et des communautés ont suscité une certaine forme de réactions négatives, on peut toutefois soutenir que ces réactions font partie intégrante d'un parcours itératif et complexe de changement qui ébranle les fondements des normes de genre inéquitables.

Constatations : principaux éléments des APEG pour les UMEPF

- Le contenu des programmes sur la sexualité est sensible à la dimension de genre, contextuel, souple et pertinent.
- Le programme est axé sur les filles en tant qu'agents de changement.
- Les hommes et les garçons sont mobilisés pour faire progresser l'égalité des genres.
- Les animateurs sont rigoureusement choisis et formés et bénéficient d'un soutien continu.
- Le programme tient compte de l'intersectionnalité : comprendre les complexités ; atteindre les plus vulnérables.
- Le programme est ancré dans le contexte local.
- Le programme met à contribution les familles, les communautés et les acteurs locaux.
- Stratégies novatrices pour la mobilisation et la rétention des participants.
- Suivi, évaluation et apprentissages – méthodes mixtes.
- Le programme veille à la pérennité des changements sociaux.



Photo: Josh Estey / CARE

Élaboration et mise en œuvre de programmes : approches prometteuses

- **Contenu des programmes sur la sexualité : sensible à la dimension de genre, contextuel, souple et pertinent**

L'un des objectifs fondamentaux des APEG est de remettre en question les normes sociales liées au genre et à la sexualité. Les programmes axés sur la transformation sociale mettent l'accent sur les changements politiques et sociaux et ont recours à la sensibilisation et à l'enseignement pour véhiculer leurs messages, souvent en tant qu'éléments d'un programme plus global. Dans de nombreux contextes, il est très difficile d'aborder le contrôle de la sexualité adolescente ainsi que des questions comme le consentement, le choix et le plaisir dans le cadre des droits humains. Bon nombre d'organisations et de programmes étudiés dans ce rapport aident les participants à se sentir plus à l'aise pour parler de sexualité, à reconsidérer les notions de « normal » et d'« anormal » et à ne pas juger ni se sentir coupables. Tous les programmes ont abordé les questions de maturité, de responsabilité, de consentement et de respect mutuel, quoiqu'à différents degrés et à l'aide de méthodes et de stratégies diverses. La plupart des programmes étaient ancrés dans une perspective féministe fondée sur les droits et traitaient la question de la différence entre le sexe et le genre. Certains programmes ont évoqué les questions de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, du plaisir et du désir, bien que ces questions n'aient pas été couvertes par tous les programmes, ce qui constitue sans doute une lacune à laquelle remédier.

- **Les filles en tant agentes de changement : la participation, le leadership et les perspectives des filles, des aspects fondamentaux**

Les jeunes doivent être considérés comme des partenaires essentiels des interventions en matière de santé sexuelle et reproductive, et non être traités comme de simples bénéficiaires. En effet, la capacité des filles de revendiquer leurs propres droits a joué un rôle critique dans l'atteinte de résultats positifs. En général, l'entourage, notamment les parents, appuyait plus facilement les décisions des filles lorsque celles-ci faisaient valoir leurs droits. Cependant, comme le souligne la Foundation YP : « Les jeunes ne carburent pas uniquement à la motivation et à l'air frais ». Il leur faut des réseaux d'appui solides et les programmes doivent notamment fournir aux participants actuels et anciens des occasions d'approfondir leurs apprentissages et leur développement.

Au-delà de la formation des jeunes et du renforcement de leurs compétences en leadership, beaucoup d'organisations font remarquer que la mobilisation de filles autour d'actions communes leur a permis d'exprimer leurs opinions et leurs craintes au reste de la communauté et de trouver conjointement des solutions à leurs problèmes. Lorsqu'une masse critique de filles adopte de nouvelles normes sociales en public, cette nouvelle réalité peut servir de tremplin à d'autres activités et efforts qui profiteront à d'autres filles et femmes de la communauté.

- **Collaborer avec les hommes et les garçons en tant qu'agents actifs de changement pour l'égalité des genres**

La remise en cause des normes de genre inéquitables qui privilégient les hommes et les garçons est essentielle à la réussite de tout programme promouvant l'égalité des genres. En plus du travail auprès des filles et des femmes, la plupart des 23 programmes ont non seulement inclus, sensibilisé et autonomisé les hommes et les garçons, mais aussi encouragé ces derniers à comprendre et à rejeter leurs propres privilèges et à exiger des autres hommes et garçons qu'ils répondent de leurs actions envers les filles et les femmes. À cette fin, des programmes ont puisé dans les intérêts des jeunes garçons, que ce soit à l'aide d'interventions sur des sujets les interpellant (p. ex., les sports) ou par l'entremise de contenus et de messages sur les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés (p. ex., l'emploi).

- **Sélection et formation rigoureuses, ainsi que soutien continu, des animateurs en fonction de principes clairs et approuvés sans réserve**

L'état d'esprit et les aptitudes des enseignants, des mentors et des animateurs en matière de sexualité et de genre sont essentielles à la

réussite de la mise en œuvre des programmes. Le processus de sélection doit comprendre l'évaluation de la capacité et de la volonté des candidats à enseigner le contenu du programme. Par exemple, les candidats doivent accepter sans réserve les différents aspects de la sexualité et faire part à l'avance de tout préjudice ou malaise qu'ils pourraient avoir (p. ex., au sujet de l'homosexualité ou des relations sexuelles avant le mariage). Avant le lancement d'un programme, certaines organisations effectuent des exercices de « clarification des valeurs » pour s'assurer que toute personne chargée d'enseigner le programme souscrit entièrement aux principes du féminisme et des droits égaux et inaliénables. Bien que la « transformation du personnel » fasse partie de la théorie du changement de quelques organisations et programmes, en général, la formation et le soutien continu des enseignants, des mentors et des animateurs en matière d'égalité des genres demeurent une lacune pour un bon nombre d'organisations.



Photo: Russell Watkins / DfID

L'un des objectifs fondamentaux des APEG est de remettre en question les normes sociales liées au genre et à la sexualité.

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

- **Tenir compte de l'intersectionnalité : comprendre les complexités et atteindre les plus vulnérables**

Les UMEPF, bien qu'ils touchent des filles de différentes couches socioéconomiques, sont plus répandus chez les filles exposées à des privations multiples, notamment les plus pauvres, celles qui ne vont pas à l'école ou qui vivent en contextes de déplacement forcé^{8,9,10}. Les programmes adoptant une APEG traitent de ces intersectionnalités dans leur travail à l'égard des UMEPF de manière à aborder le problème plus en profondeur, à transformer les normes sociales et de genre et à promouvoir des changements durables. La plupart des organisations ciblées par la présente étude n'ont pas déclaré adopter explicitement des approches intersectionnelles. Cependant, elles ont mentionné la prise en compte de thèmes transversaux et le recours à des méthodologies et à des processus de mobilisation des participants visant à atteindre les communautés les plus marginalisées. Par exemple, les programmes tenaient compte d'aspects démographiques lors de la sélection des participants, notamment la fréquentation scolaire, la pauvreté et le statut de déplacé. Il est ressorti de l'étude que la sexualité des adolescents et des adolescentes handicapés constituait un aspect souvent négligé des programmes.

- **Ancrer le programme dans le contexte local**

Quelles sont les principales caractéristiques d'une APEG ? Notamment, une conscience de la diversité, une prise en compte de facteurs comme l'orientation sexuelle, l'appartenance ethnique et les classes sociales, et une compréhension de ce que signifie être un homme ou une femme ou avoir un certain âge dans un contexte social et culturel donné, constitue l'une des principales caractéristiques des APEG. Bon nombre des organisations à l'étude ont entrepris une recherche formative préliminaire en vue de comprendre les causes des UMEPF propres au contexte d'intervention (notamment les normes de genre) et les différentes interprétations de la sexualité au sein de la communauté. De plus, des analyses contextuelles approfondies ont aidé les organisations à gagner la confiance des communautés et à élaborer des stratégies sur mesure. L'embauche de personnel connaissant les valeurs et les pratiques de la communauté ciblée a aussi contribué à bâtir la confiance, à emporter l'adhésion de la communauté et à entraîner des changements. Cet aspect est particulièrement important lorsqu'il est question de sexualité pour minimiser les réactions négatives face au vocabulaire et aux

approches utilisés lors de la mise en œuvre des programmes.

- **Le programme met à contribution les familles, les communautés et les acteurs locaux**

L'étude a également permis de mettre en lumière l'importance d'adopter une approche écologique pour agir à l'égard des causes des UMEPF, notamment en mettant explicitement l'accent sur les changements structurels qui s'imposent. L'importance d'avoir des réseaux bien établis et de gagner la confiance des communautés pour la mise en œuvre d'activités à l'égard de sujets délicats a été mentionnée à de nombreuses reprises. Les adolescentes ont rarement l'occasion de faire entendre leur voix dans la sphère publique. Aussi, lorsqu'elles sont la cible d'un programme, il est essentiel de créer des conditions favorables en mobilisant et en impliquant la communauté. Les parents et les adultes de la communauté jouent un rôle de gardiens concernant l'intégrité corporelle et l'autonomie sexuelle des filles. Il est donc nécessaire de les impliquer si l'on veut changer les institutions sociales qui soutiennent les UMEPF. Dans bien des cas, rallier leur soutien dès le début a contribué à réduire les résistances. De la même façon, collaborer directement avec les leaders religieux, les leaders locaux et les leaders d'opinion des communautés, dans la mesure du possible, s'est révélé être particulièrement important.

- **Stratégies novatrices pour la mobilisation et la rétention des participants**

Les organisations œuvrant dans des contextes très conservateurs et religieux tendent à utiliser différentes méthodes d'approche pour surmonter les obstacles qui empêchent les filles de participer pleinement à leurs programmes, notamment en abordant le sujet de la sexualité de manière plus générale ou indirecte. L'art narratif, les sports, les arts et les activités d'acquisition de compétences se sont révélés être les principales stratégies utilisées par les organisations pour accroître la participation et susciter l'approbation de la communauté. De plus, des plateformes dynamiques comme la radio et les événements de plusieurs jours proposant différentes activités comme des compétitions ou des débats ont encouragé la participation et l'interaction des jeunes avec leur communauté. Enfin, les organisations ont aussi prévu des stratégies pour aider les adolescentes à acquérir des compétences, à surmonter des obstacles financiers et à accéder à des ressources, notamment en leur enseignant des compétences financières et d'affaires (p. ex., une formation sur la tenue de livres de comptes) et en facilitant

l'accès à des plans d'épargne et de crédit.

- **Suivi, évaluation et apprentissages**

Certaines capacités en matière de suivi, d'évaluation et d'apprentissages ont été jugées essentielles à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des programmes à long terme, notamment une certaine expertise sur le plan du suivi et de l'évaluation, ainsi que l'adoption d'approches participatives. Un processus de suivi et d'évaluation axé sur les apprentissages permet de réajuster les programmes en cours de route. Bien souvent, les organisations œuvrant au niveau local, plus petites, ne sont pas en mesure de mener des évaluations quasi expérimentales et adoptent plutôt des approches novatrices pour rendre compte des changements. Il a été signalé que les petites organisations ne disposent pas de l'appui ni des capacités nécessaires pour mener un suivi et une évaluation. On a aussi signalé la nécessité de perfectionner et de soutenir davantage les approches permettant de rendre compte des changements de norme (notamment l'autonomisation et la capacité d'agir) au-delà de l'âge au moment du mariage si l'on veut pouvoir effectuer un suivi des progrès relatifs aux causes profondes des UMEPF.

- **Veiller à la pérennité des changements sociaux**

Les normes et les perceptions patriarcales à l'égard du genre et de la sexualité sont profondément enracinées et normalisées. Aussi, il est difficile d'assurer la pérennité des changements liés à la sexualité. Pour avoir des effets à long terme, un programme doit utiliser des approches et des stratégies à volets multiples caractérisées par une pleine collaboration avec les communautés, les gouvernements et autres acteurs clés. Parmi les exemples de réussite sur le plan de la pérennité des interventions, on compte la collaboration avec les ministères de la Santé et de l'Éducation en vue d'institutionnaliser des éléments d'un programme, ainsi que la collaboration avec des institutions politiques locales pour offrir un appui continu aux programmes locaux.

La sensibilité aux questions comme l'orientation sexuelle, l'appartenance ethnique, les classes sociales, la prise de conscience et la compréhension de la diversité de perspectives concernant ce que signifie être un homme ou une femme, ou avoir un certain âge dans un contexte social et culturel donné, constitue l'une des principales caractéristiques des APEG.

⁸A. Enulkar, « Early marriage, marital relations and intimate partner violence in Ethiopia », *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, vol. 39, n° 1 (2013), p. 6-13. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23584463>

⁹Women's Refugee Commission, *A Girl No More: The Changing Norms of Child Marriage in Conflict*, New York, Women's Refugee Commission, 2016. <https://www.womensrefugeecommission.org/girls/resources/1311-girl-no-more>

¹⁰N. Ooto-Oriyotey et S. Pobi, « Early Marriage and Poverty: Exploring Links and Key Policy Issues », *Gender and Development*, vol. 1, n° 2 (2003), p. 42-51.

RECOMMANDATIONS

Un cadre conceptuel détaillé et des indicateurs communs de réussite s'imposent

L'absence d'un cadre conceptuel sur le lien entre la sexualité et les UMEPF et d'indicateurs de réussite communs pourrait nuire à la cohérence et à l'efficacité des programmes et éloigner les donateurs des programmes sur la sexualité. Il convient d'approfondir les recherches et les connaissances sur l'interdépendance et les liens entre la sexualité, les droits, l'autonomie, la pauvreté, les classes et les castes dans le contexte des UMEPF. La seule mesure de l'âge au moment du mariage ne rend pas compte des causes profondes des UMEPF. Aussi, il est important de donner également la priorité aux indicateurs fondés sur l'accès aux services et sur la prise de décisions autonome.

Besoin de discussions, de recherches et d'orientations sur la criminalisation de la sexualité des adolescents

Ce cadre conceptuel doit tenir compte de l'encadrement juridique de la sexualité, plus particulièrement eu égard à l'âge et au genre. Ces dernières années, un certain nombre d'États ont fait passer l'âge légal du mariage (et, dans certains cas, l'âge de consentement) à 18 ans. Associer l'âge minimum de mariage à l'âge minimum de consentement risque de brimer l'autonomie des adolescents et peut mener à la stigmatisation ou à la criminalisation des relations sexuelles avant le mariage. Lorsqu'elles manquent de clarté, de telles lois peuvent rendre les professionnels de la santé plus réticents à fournir des services aux adolescentes. Il est nécessaire d'examiner et d'évaluer plus en profondeur les effets des lois sur les adolescents¹².

Recommandations pour les responsables de programmes

Concevoir et mettre en œuvre des programmes promouvant l'égalité des genres qui visent à résoudre les causes profondes des UMEPF (notamment le contrôle patriarcal de la sexualité des adolescentes) et veiller à leur suivi et à leur évaluation. Il ressort de l'étude que relativement très peu de programmes adoptent une APEG fondée sur les droits pour aborder la question de la sexualité. Il s'agit là d'une occasion ratée de remédier aux causes fondamentales de cette pratique préjudiciable de manière durable. Davantage de programmes doivent aborder la question de la santé et des droits sexuels et reproductifs (notamment l'orientation sexuelle et l'identité de genre) et assurer une compréhension exhaustive et nuancée du consentement, des choix, des désirs et du plaisir des adolescentes.



Photo: CARE Bangladesh

Ceci devrait s'inscrire dans une approche intégrale à l'égard des UMEPF qui aborde également les questions d'accès limité aux ressources, aux compétences, aux soins de santé et à l'éducation.

Veiller à ce que les filles restent au cœur des programmes portant sur les UMEPF et à ce que ces derniers feroient référence à UMEPF.

Les programmes doivent contribuer à renforcer les compétences pratiques et la conscience politique des filles. Ils doivent aussi aider les filles à reconnaître, à analyser et à déconstruire les normes sociales qui désavantagent les femmes et les filles dans toutes les sociétés, ainsi qu'à envisager des perspectives d'avenir pour elles-mêmes autres que les UMEPF. Les collectifs de filles peuvent aider les filles à trouver et à exploiter leur force commune pour défendre des causes qui leur tiennent à cœur. Les interventions qui appuient l'autonomie des filles et leur donnent plus de maîtrise sur leur vie doivent être considérées comme des composantes

fondamentales de tout programme à l'égard des UMEPF.

Collaborer avec les hommes et les garçons pour examiner et remettre en question leurs privilèges et leur pouvoir et les encourager à devenir d'ardents défenseurs de l'égalité des genres. Ce n'est pas parce que les femmes et les filles ont les moyens d'envisager des changements dans leur propre vie qu'il appartient à elles seules de remettre en cause le patriarcat et de faire disparaître les normes sociales préjudiciables. Les programmes doivent mobiliser les hommes et les garçons de manière créative à l'aide de méthodologies qui aident ces derniers à reconnaître, à remettre en question et à rejeter la part inégale de pouvoir qu'ils détiennent au sein de la société et leur ascendant sur les femmes et les filles. Les programmes doivent aussi les encourager à responsabiliser les autres hommes et garçons.

¹²Pour en savoir plus, voir la note d'information suivante (en anglais) : <https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2019/01/Age-of-Marriage-brief.pdf>

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Établir des relations solides et des partenariats stratégiques avec les acteurs clés (les familles, les communautés et les institutions) de manière à changer les normes à tous les niveaux. La sexualité est un phénomène relationnel fondé sur des structures de pouvoir : on ne peut mettre fin à son contrôle et à sa réglementation sans la contribution des individus, des familles, des communautés et des institutions. Il est essentiel d'adopter des approches structurelles permettant d'oeuvrer à différents niveaux du modèle écologique si l'on veut réduire les inégalités de genre et accroître l'autonomie sexuelle.

Ancrer les programmes dans le contexte local. Les organisations qui cherchent à transformer les normes sociales doivent prendre tout le temps nécessaire pour comprendre les contextes locaux, emporter l'adhésion de la communauté sans compromettre le rôle central des femmes et des filles et élaborer des programmes adaptés au lieu d'intervention. À cette fin, il convient également d'embaucher et de former du personnel local et de l'aider à défendre les valeurs féministes.

Adopter une approche intersectionnelle. Il est impératif de comprendre le concept de sexualité dans le contexte des relations de pouvoir, en particulier les différents axes et dimensions du pouvoir et des inégalités comme le genre, l'âge, l'appartenance ethnique, les castes et les classes. Il est également important de reconnaître la manière dont les UMEPF touchent souvent les femmes et les filles les plus marginalisées. Les programmes doivent favoriser l'inclusion lorsqu'il est question d'analyser les UMEPF et de trouver des participants, avec une attention particulière aux groupes souvent négligés par les programmes sur la sexualité, notamment les filles et les garçons handicapés, les enfants déscolarisés, les filles déjà mariées et les jeunes mères.

Recommandations pour les chercheurs

Partager les indicateurs utilisés pour l'évaluation des changements de normes sociales et les effets à court et à long terme des programmes à l'égard des UMEPF. De plus, élaborer de nouveaux indicateurs pour combler les lacunes, notamment par rapport aux liens de causalité entre les interventions et les changements d'opinions et de croyances sur la sexualité, l'égalité des genres et les UMEPF¹². Pour évaluer les progrès, on doit mesurer non seulement les données sur l'âge au moment du mariage, mais aussi les changements d'opinions et de perceptions, l'autonomie des filles, leur vision de l'avenir et d'autres indicateurs de transformation sociale et d'émancipation.

Il faut renforcer les processus et les méthodologies de suivi et d'évaluation qui permettent **d'établir des liens entre les composantes des interventions à l'égard de la sexualité et les résultats positifs de ces interventions pour ainsi nourrir les savoirs.** À cet égard, il convient de soutenir et de renforcer les capacités des plus petites organisations de manière à leur permettre d'évaluer leur travail.

Recommandations pour les donateurs

Élaborer des lignes directrices et des critères qui encouragent les organisations bénéficiaires à adopter des APEG pour leurs programmes sur la sexualité et les UMEPF. Les donateurs doivent appuyer en priorité les organisations dont les approches à l'égard des adolescentes et des UMEPF sont axées sur les causes fondamentales du problème (le patriarcat, les inégalités de genre et le contrôle de la sexualité des filles et des femmes).

Appuyer les APEG à l'égard de la sexualité qui sont flexibles et ancrées dans le long terme. Il est important pour les donateurs de reconnaître l'importance de la pérennité et la nature parfois non linéaire des changements de normes sociales, et d'être prêts à fournir un appui pluriannuel et flexible aux responsables de programme.

Financer directement des programmes à tous les niveaux. Les fondations et autres donateurs doivent donner la priorité aux programmes oeuvrant à différentes échelles et ciblant différents secteurs (les collectifs, les communautés et les services aux niveaux local et régional) qui tiennent compte de l'aspect relationnel de la sexualité.



¹²Ressources pour mesurer les changements de normes : l'échelle de l'égalité des genres chez les hommes (Gender Equitable Men [GEM] scale), élaborée par Population Council et Promundo, *Making women count*, 2013, <https://promundoglobal.org/wp-content/uploads/2015/01/Measuring-Gender-Attitude-Using-Gender-Equitable-Men-Scale.pdf>; Plan International a élaboré un indice de l'acceptabilité (Index of Acceptability), *User guide Index of Acceptability*, https://www.alignplatform.org/sites/default/files/2018-06/ARO-User_Guide_Index_of_Acceptability_ACMI-Final-IO-Eng-nov15%20reduced.pdf; enquête sur les attitudes, les pratiques et les normes sociales de Voices for Change, *Quantitative and Qualitative Results from Voices for Change Baseline Study*, 2015, <http://www.v4c-nigeria.com/wp-content/uploads/2014/09/Attitudes-Practices-and-Social-Norms-Survey-Report-FINAL-September-2015.pdf>.

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Les donateurs devraient les APEG appuyer à l'égard de la sexualité qui sont flexibles et ancrées dans le long terme.



Photo: Vincent Tremeau / Plan International

Recommandations pour les défenseurs des droits et les jeunes militants

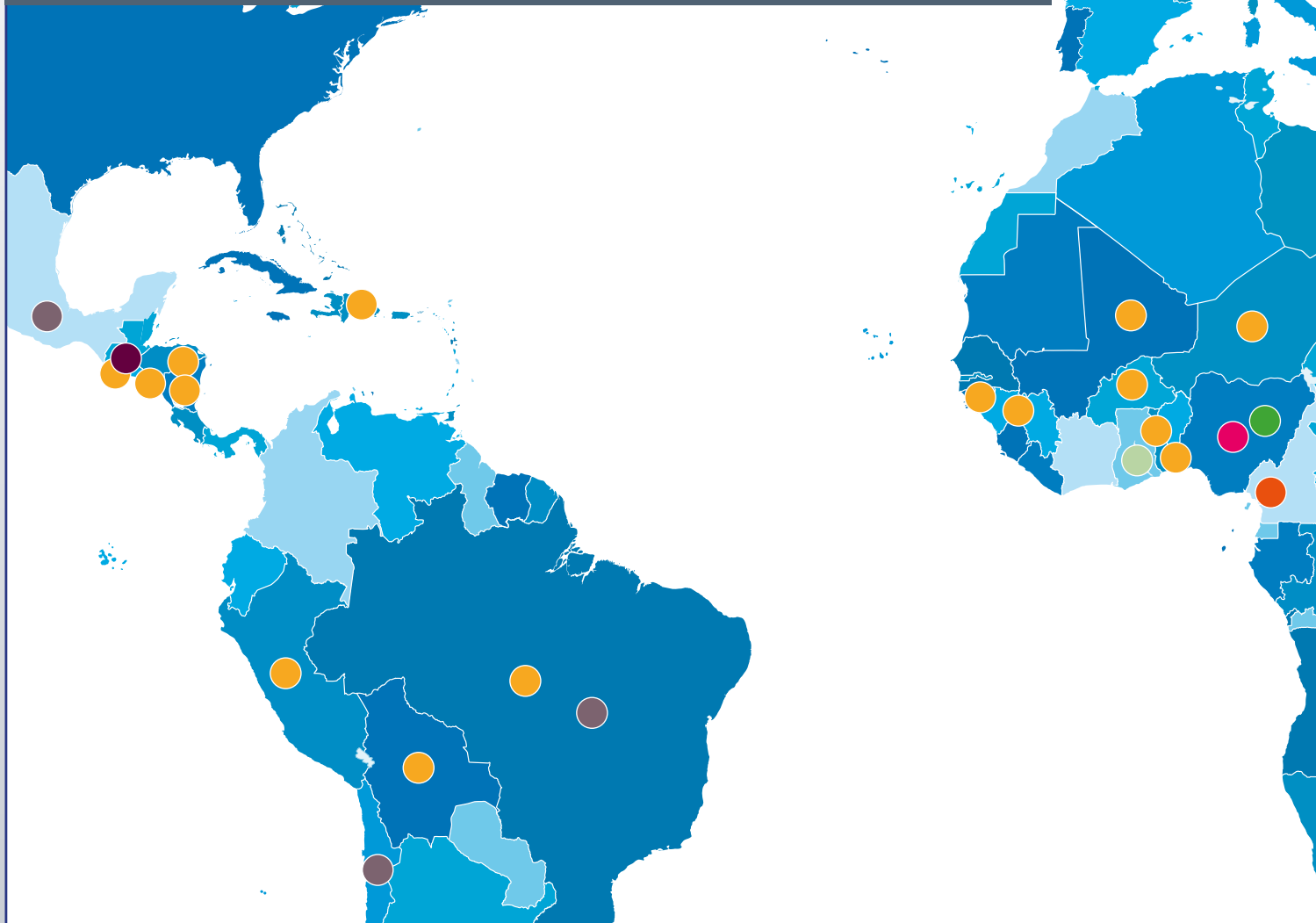
Mettre en lumière les problèmes liés aux UMEPF et à la sexualité dans le cadre plus global des objectifs en matière de développement et de droits humains. En ce qui concerne les responsables politiques, il est important de lier les interventions à l'égard des UMEPF aux objectifs de développement plus généraux, notamment en ce qui concerne l'éducation, le VIH et la santé reproductive, et de favoriser la négociation et la collaboration entre les différents secteurs.

Autonomiser les filles pour qu'elles plaident leur propre cause. La participation des jeunes militants constitue un atout précieux lors de l'élaboration de nouveaux programmes et de politiques publiques pour la fin des UMEPF. Plus particulièrement, encourager les filles et renforcer leur capacité à participer au débat contribue non seulement à leur émancipation, mais constitue également un moyen puissant d'influer sur les décideurs.

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

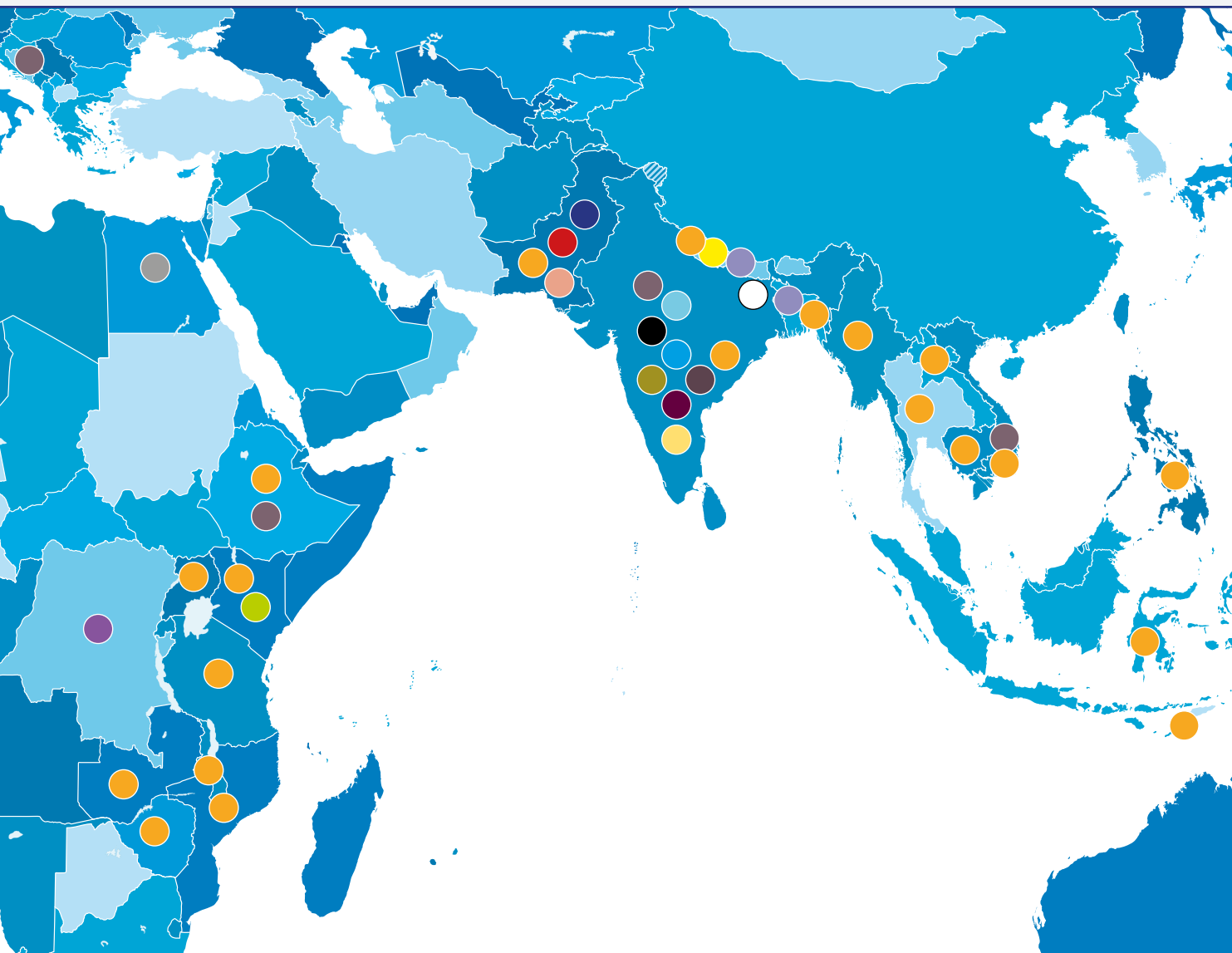
ORGANISATIONS ET PROGRAMMES ÉTUDIÉS POUR CE RAPPORT PAR PAYS



Nom de l'organisation et du programme	Pays
● Aahung	Pakistan
● Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la Jeune Fille/Femme (APAD)	Cameroun
● Aura Freedom International	Népal
● Aawaaz-e-Niswaan	Inde
● CARE — programmes Tipping Point et TESFA	Népal, Bangladesh et Éthiopie
● Caritas, CEDPA et Population Council — programme Ishraq	Égypte
● ICRW, CORO et TISS — programme GEMS	Inde
○ CREA — programme It's My Body	Inde
● ICRW — Development Initiative on Supporting Healthy Adolescence (DISHA)	Inde
● Girls' Power Initiative (GPI)	Nigeria
● Institute for Health Management, Pachod (IHMP) — programme Maharashtra Life Skills	Inde
● International Centre for Reproductive Health and Sexual Rights (INCREASE)	Nigeria

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Nom de l'organisation et du programme	Pays
● Peace Foundation	Pakistan
● Plan International – 18+ and Yes, I do programmes	International
● Population Council — programme Abriendo Oportunidades	Guatemala
● Promundo — programmes H I M D	International
● Rutgers World Population Foundation (WPF) — programme Awareness to Action	Pakistan
● Sarathi Development Foundation — projet Saloni	Inde
● Solidarité des Jeunes Filles Pour l'Education et l'Intégration Socioprofessionnelle (SOJFEP)	République démocratique du Congo
● Trust for Indigenous Culture and Health (TICAH) — programme Our Bodies, Our Choices	Kenya
● VACHA Trust	Inde
● Youth Harvest Foundation Ghana	Ghana
● Fondation YP	Inde

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Les études de cas suivantes présentent les approches promouvant l'égalité des genres de trois organisations œuvrant au niveau local dans différents contextes géographiques.



ÉTUDE DE CAS

TRUST FOR INDIGENOUS CULTURE AND HEALTH (TICAH) – KENYA

Présentation générale de l'organisation

TICAH est une organisation kenyane fondée en 2003 en vue de renforcer les liens positifs entre la santé et les connaissances culturelles, les comportements, les croyances, les rituels et l'expression artistique. Depuis ses origines, TICAH s'efforce de **briser la culture du silence qui entoure la sexualité** et de dénoncer la stigmatisation et la discrimination. Au Kenya, les efforts de plaidoyer de TICAH en faveur de l'amélioration des lois et des politiques sur la santé et les droits sexuels à l'échelle nationale et internationale font figure de proue. Ces efforts ont pour principaux objectifs d'établir des programmes d'Éducation complète à la sexualité (ECS) pour les personnes de tout âge, la prestation de services d'accouchement, d'avortement et de contraception sûrs, ainsi que la fin des pratiques traditionnelles néfastes comme les unions et les mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPF) et les mutilations génitales féminines. La sagesse locale est au cœur de l'approche holistique et intersectionnelle de TICAH, dont les méthodes vont de « l'art avec un cœur » aux rituels et à la méditation, en passant par l'appui de groupes de leadership mobilisateurs à l'échelle communautaire.

Population cible

TICAH collabore avec des groupes d'adolescents et de jeunes dans les zones urbaines et périurbaines de Nairobi, notamment : des garçons et des filles du primaire et du secondaire (âgés de 12 à 15 ans et de 15 à 19 ans, respectivement) ; des filles non scolarisées (âgées de 15 à 19 ans), plus susceptibles d'être victimes de toxicomanie, d'agressions sexuelles et d'autres formes de violence au sein de la communauté ; des jeunes mères (âgées de 15 à 19 ans), des filles et des jeunes femmes séropositives ; et des étudiants universitaires (âgés de 19 à 26 ans). Les participants de TICAH sont issus de milieux caractérisés par des niveaux élevés de violence de genre, y compris la violence sexuelle, et certains d'entre eux ont déjà été victimes de violence. Par conséquent, l'organisation accorde une grande importance à la création d'espaces sûrs et au respect de la confidentialité.

Principales caractéristiques du travail de TICAH : une éducation à la sexualité et des efforts de plaidoyer pro-choix, holistiques et audacieux

TICAH reconnaît que les jeunes Kenyans ont

rarement accès à des endroits sûrs où discuter de leurs émotions sexuelles et poser des questions sans risquer d'être jugés. Dans le but de surmonter ces contraintes, TICAH aide des adolescents et des jeunes à se procurer des informations sur la sexualité et à entamer leur vie sexuelle avec la confiance et les compétences nécessaires pour faire des choix informés. TICAH œuvre à créer un environnement qui reconnaît la diversité et **valorise le droit de chacun à une vie intime épanouie**. Son mandat aussi vaste que profond dépasse la seule dimension de l'éducation à la sexualité et aborde de nombreux aspects de l'identité des jeunes et de leur communauté, notamment la spiritualité, la sagesse traditionnelle et l'art. Aussi, TICAH adopte des stratégies holistiques et diversifiées, dans le but d'envelopper la sagesse locale, tant ancienne que nouvelle, dans sa quête de guérison et de justice.



Nous cherchons autant que possible à tirer des enseignements de la sagesse locale. Nos efforts sont axés sur les bonnes relations, la santé des ménages et l'action communautaire.

Membre du personnel de TICAH



Parmi ces stratégies, on compte la sensibilisation à des notions comme la contraception et l'avortement sûr, le développement des compétences de leadership, la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), l'évolution des normes sociales et des mentalités en matière de sexualité, l'acquisition de notions de vie pratique et l'action collective.

Programme présenté: Nos corps, Nos choix (Our Bodies, Our Choices)

Le programme Nos corps, nos choix regroupe l'ensemble des activités de TICAH sur la sexualité et se concentre principalement sur l'éducation, l'aide psychologique et le plaidoyer.

Le programme, tout comme la majeure partie du travail de TICAH à l'égard de la sexualité, a pour but

**Quels sont mes fantasmes sexuels?
Qu'est-ce que je désire?
Quel est le rapport entre les bébés et le sexe?**
Mawazo yangu ya kisiri kuhusu ngono ni yapa?
Nina tamani nini katika ngono?
Kupata watoto kunahusiana vipi na ngono?



**Que faire pour demander ce que je veux?
Suis-je clair quant à mes propres choix?**
Itanichukua nini kuuliza ninacho kitaka?
Ninazijua vizuri chaguo nilizo nazo?



de veiller à ce que les jeunes se sentent en sécurité et est centré sur la création d'espaces « sacrés » où les jeunes peuvent partager leurs expériences et bénéficier d'un soutien sans risquer d'être jugés. Il se compose d'un manuel, de cartes de scénarios et d'affiches éducatives soigneusement élaborées et magnifiquement conçues qui présentent toutes les informations en anglais et en swahili.

La documentation créée par TICAH vise à briser les tabous au Kenya entourant **la sexualité, l'orientation sexuelle, les désirs, la santé et les relations**. Les participants au programme discutent ouvertement de leur vécu personnel, des effets du patriarcat sur leur développement et des liens entre le sexe et le pouvoir, entre autres. Ces conversations diverses peuvent amener les participants à décrire la perte de leur virginité, leur engagement dans la prostitution ou leurs fantasmes sexuels.

L'approche « **guider par derrière** » de TICAH prévoit la formation d'animateurs adultes à l'aide de séances dirigées par les jeunes participants. TICAH offre à chaque participant la possibilité de réaliser ses propres recherches, d'animer des séances et de partager des informations sur différents sujets. L'animateur se charge d'appuyer

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

ces démarches et veille à ce que le groupe possède des renseignements factuels et précis. Ces expériences renforcent l'estime de soi et les capacités de communication des participants. De plus, en enseignant certaines notions à leurs pairs, les participants améliorent leurs compétences de leadership. L'organisation prévoit également tous les mois des espaces sûrs où les formateurs peuvent partager leurs expériences et apprendre les uns des autres.

TICAH cherche à établir des partenariats avec d'autres organisations pour développer ses activités sur la sexualité. Par exemple, dans le cadre d'une collaboration avec un magazine sur la sexualité des adolescents, TICAH a recueilli des questions sur la sexualité auprès de ses étudiants et les réponses ont été publiées dans le magazine, lequel est distribué à travers le pays. L'organisation s'est aussi associée à une troupe de danse pour créer le spectacle « Je suis sexy aussi », composé d'une série de scènes théâtrales sur la vie sexuelle de jeunes femmes séropositives. De plus, l'organisation propose un service d'assistance téléphonique sur la santé reproductive appelé « **Tata Jane à l'écoute** » lequel est associé à un réseau de 133 prestataires de service offrant sans jugement des informations et des conseils fondés sur les droits à des femmes mariées et célibataires.

TICAH reconnaît « le pouvoir de la beauté » et a également recours à des stratégies novatrices pour mobiliser et appuyer les participants à ses programmes. Par exemple, elle fait appel au pouvoir thérapeutique de l'art et de la méditation dans son travail auprès des victimes de violence.

Le programme **Calendrier d'enseignement** de TICAH, un complément du programme Nos corps, nos choix, a été conçu pour stimuler l'apprentissage et la discussion dans les communautés. Le calendrier de TICAH est rempli d'œuvres d'art kenyanes, de citations provocatrices et d'événements historiques. Chaque mois comporte des « graines de santé » (des recettes à base de plantes médicinales pour guérir les maladies courantes), des valeurs à discuter, des leçons d'histoire, des questions à examiner en groupe, dans un club ou en classe, et des extraits de la Constitution kenyane et d'autres lois.

Les efforts de plaidoyer de TICAH se concentrent principalement sur l'intégration d'une **ESC à l'école**. TICAH s'est jointe à différents partenariats et regroupements qui partagent ce même but et a enregistré plusieurs victoires. Entre autres, le gouvernement a fait certains progrès vers l'inclusion de l'éducation complète à la sexualité au Programme National des compétences essentielles. En partenariat avec d'autres organisations, TICAH a aussi milité en faveur du rétablissement des normes et lignes directrices sur l'avortement sans risques, abolies il y a trois ans. Au moment d'écrire ces lignes, la question était toujours discutée dans les tribunaux.

TICAH organise également des **exercices de clarification des valeurs** sur différents sujets liés à la sexualité (p. ex., l'avortement) avec des leaders communautaires, notamment des chefs traditionnels et des leaders religieux comme des imams et des prêtres.

Suivi et évaluation

Comme méthodes de suivi et d'évaluation, TICAH a recours à des questionnaires, à des groupes de discussion et au recueil de témoignages. Pour évaluer ses programmes, elle utilise également des études de cas-témoins, longitudinales et transversales avec groupes témoins, des récits de changement et des observations.



Toute ma vie, j'ai cru que l'avortement était inacceptable, d'autant plus que je suis un leader religieux. Cet atelier m'a permis de mieux clarifier mes valeurs et de comprendre pourquoi les femmes ont besoin d'informations et de services pour éviter les grossesses non désirées, mais aussi pour avorter dans des conditions sûres. Cette formation m'a appris tant de choses passionnantes. Je n'avais qu'un souhait : en faire part à ma communauté. Cependant, à titre de chef d'église, je craignais de parler d'avortement. J'ai ma propre congrégation et la plupart des gens sont convaincus que l'avortement est un crime. Comment la congrégation allait-elle réagir ? Toutefois, à mon retour, j'ai commencé à parler aux femmes une à une et la réaction fut extraordinaire. J'ai tout de suite su qu'il y avait un vide à combler et que je devais agir. J'ai organisé une formation sur les avortements sans risques dans mon église et je ne l'ai jamais regretté.

Leader religieux, Athi River



Coup d'œil sur les facteurs de réussite

1. La culture de TICAH : le principe de « guider par derrière »
2. Le travail d'équipe et le soutien continu des membres de l'équipe.
3. La créativité et le recours à l'art comme thérapie et source d'inspiration.
4. L'établissement de relations avec la communauté.
5. La mise à contribution de la spiritualité dans une démarche positive à l'égard de la sexualité.



Photo: TICAH

Résultats

À ce jour, 300 élèves du primaire, 300 élèves du secondaire, 100 filles non scolarisées, 60 jeunes mères et 2000 étudiants universitaires ont suivi les programmes de TICAH.

De plus, huit écoles où TICAH a présenté son programme sur la sexualité ont intégré ces séances à leur cursus.

Le programme sur la sexualité serait aussi à l'origine d'une évolution des connaissances et des opinions des participantes. Par exemple, le volet sur le consentement (notamment au sein des relations) a ouvert les yeux d'un grand nombre de filles qui ignoraient la plupart de leurs droits. TICAH fait aussi état d'un renforcement de l'estime de soi, de l'amélioration des relations avec les pairs et d'une meilleure connaissance de la procédure à suivre en cas d'agression sexuelle.

Pour le moment, TICAH ne dispose pas d'outils lui permettant d'évaluer l'impact de ses activités auprès des leaders religieux. Elle signale toutefois qu'il est manifeste que les exercices de clarification des valeurs se sont révélés essentiels pour une évolution des mentalités, des croyances et des comportements des leaders communautaires et religieux.

Défis et perspectives

À ce jour, peu d'activités de TICAH ont porté sur les UMEPF. Cependant, l'organisation commence à étendre son action dans ce domaine et a établi des contacts avec la communauté massaï en banlieue de Nairobi.

Coordonnées

Courriel : listening@ticahealth.org
Site Web : <http://ticahealth.org/about/>

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



ÉTUDE DE CAS

INTERNATIONAL CENTRE FOR SEXUAL REPRODUCTIVE RIGHTS (INCREASE), NIGERIA

Présentation générale de l'organisation

L'organisation INCREASE œuvre depuis des dizaines d'années dans les communautés du Nigeria en vue de créer un environnement politique, social et culturel contribuant à accroître l'accès à l'information et aux services de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR). INCREASE défend la santé et les droits sexuels des groupes les plus marginalisés de la société, notamment les adolescents et les jeunes, les femmes vivant sous le régime de la charia, les minorités sexuelles, les victimes de violence sexuelle, les travailleurs du sexe, les veuves et les femmes séropositives.

INCREASE œuvre dans un contexte national complexe, comme en témoignent la menace que constitue Boko Haram ou les couvre-feux et les fermetures forcées imposés par l'État. Son objectif : accroître l'estime de soi des filles et leur donner les moyens de faire entendre leurs voix et de décider de leur avenir.

La directrice générale d'INCREASE, Dorothy Akenova, est une éminente féministe et militante pour les droits des femmes qui incarne tout le potentiel de changement de l'organisation et qui raconte son parcours depuis l'enfance sur le blog de INCREASE.



Population Cible

INCREASE collabore principalement avec des adolescents de 11 à 19 ans, dont environ 25 pour cent sont des garçons et des jeunes hommes. D'un côté, elle amène les garçons à réfléchir et à changer les normes et les formes de masculinité préjudiciables et, de l'autre, elle prépare les filles à faire preuve d'assurance dans leurs interactions avec eux. Les filles et les garçons visés par les actions d'INCREASE sont célibataires, scolarisés ou non, handicapés ou orphelins. Tous courent le risque d'être mariés jeunes et déscolarisés, ou de devoir abandonner l'école en raison d'une grossesse.

Principales caractéristiques du travail d'INCREASE : aborder la sexualité de manière à promouvoir l'égalité des genres

La culture du silence autour de la sexualité est présente dans toutes les communautés du Nigeria et les concepts patriarcaux sont profondément enracinés dans le pays. Cette situation est exacerbée par des groupes qui encouragent les sentiments négatifs et parfois belliqueux envers l'information et l'éducation sur la SDRS, ce qui a des effets dévastateurs sur les droits humains au Nigeria.

Dans ce contexte, INCREASE emploie **quatre stratégies principales** :

- Mener des recherches qui fournissent des informations factuelles sur les droits reproductifs et sexuels en vue de contrer les discours d'opposition et de déni, d'éduquer les leaders et de briser les mythes.
- Accroître l'accès à l'information et encourager la prise de conscience par la communication pour le changement de comportement.
- Mener des activités de plaidoyer pour veiller à ce que les politiques et les lois soient sensibles à la dimension de genre et protègent les droits sexuels et reproductifs.
- Établir des liens avec les prestataires en vue de rendre les services juridiques accessibles et abordables, notamment pour les adolescents, les femmes vivant sous le régime de la charia et les minorités sexuelles.

INCREASE a aussi travaillé en étroite collaboration avec des professionnels de la santé pour les encourager à être sensibles aux besoins des jeunes, des handicapés et des membres de la communauté LGBTI (lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres et intersexués) et pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination envers les personnes séropositives. À cet égard, l'organisation a aussi établi un réseau de soutien qui veille à la protection des jeunes, des membres de la communauté LGBTI et des handicapés. Enfin, elle favorise souvent l'accès à des services aux personnes susceptibles de subir de mauvais traitements, notamment en couvrant les frais afférents.



Dans le Nord conservateur où nous travaillons, les identités et les rôles attribués aux genres sont enfermés dans le carcan du respect des valeurs patriarcales. Par conséquent, les filles sont considérées comme des citoyennes de deuxième classe. Elles doivent vivre leur vie et faire des choix dans le respect des normes traditionnelles. La situation est encore plus complexe pour les filles victimes de viol, célibataires au moment où les changements liés à la puberté sont manifestes, sûres d'elle et carriéristes, handicapées ou lesbiennes. La valeur de ces filles diminue encore plus dans la hiérarchie sociale. Ce que fait notre projet, c'est déconstruire et remplacer ces mythes et ces valeurs hétéronormatives à l'aide d'interventions fondées sur les droits qui redonnent aux filles les moyens d'agir, d'avoir prise sur leur vie et de se fixer et de poursuivre leurs propres objectifs.

Membre du personnel d'INCREASE



LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Programme présenté: Programme de leadership des filles

INCREASE dispense ses formations par l'entremise de son Programme de leadership des filles, fondé sur le modèle analytique de changement de Sara Longwe¹. Le programme encourage les filles à passer du statut de bénéficiaires passives de services à celui de militantes **exigeant des pouvoirs publics qu'ils rendent compte de leurs engagements (notamment eu égard à l'application locale de traités internationaux), formulant des politiques, évaluant ou prônant des lois qui protègent les droits des filles et des femmes et contrôlant les allocations budgétaires et les décaissements**. Le programme permet aussi aux filles d'affronter les obstacles qui se dressent sur leur passage de l'adolescence à l'âge adulte (et d'accéder de ce fait à des positions de responsabilité), notamment la socialisation négative, les pratiques traditionnelles néfastes comme les UMEPF, les infections sexuellement transmissibles, le VIH et la violence de genre.

Les membres de l'équipe du programme souscrivent entièrement aux **principes féministes** des droits égaux et inaliénables et participent à des exercices de « clarification des valeurs » dans le cadre de leur formation. INCREASE renforce les capacités de ses animateurs dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs, des compétences de vie courante et de leadership, du genre, des principes du féminisme, du plaidoyer, des compétences d'animation et du soutien psychosocial et de l'aide psychologique. Différentes méthodes d'animation sont employées : petites conférences, groupes de travail, présentations, jeux de rôles, partage d'expériences et matériaux visuels et audiovisuels. **Des « pairs éducateurs »**, à savoir d'anciens participants au Programme de leadership des filles, assistent les animateurs pendant les séances et servent de mentors aux participants. Ces anciens élèves rencontrent régulièrement les participants au programme pour partager leurs expériences. Des liens entre les différentes générations de participants sont ainsi créés, donnant lieu à d'autres occasions d'apprentissage et de développement et à la création d'un réseau d'appui digne de confiance sur lequel les filles peuvent compter.

Les séances du programme se déroulent dans un **espace sûr**, à savoir un centre où les filles peuvent s'exprimer librement (elles peuvent entre autres y porter les vêtements qu'elles désirent) et où les interactions avec les autres participants, dont quelques homologues masculins, peuvent avoir lieu sans crainte ni menace de violence. En plus de constituer un espace sûr où enseigner le programme d'INCREASE, le centre sert aussi à la tenue **d'activités de danse, de théâtre, de chant et autres**.

Le programme d'INCREASE a été élaboré en 2011



Photo: INCREASE

et s'inspire largement du manuel de formation en éducation à la sexualité complète publié par Action Health Inc., du programme « All in One » et du manuel de formation à la sexualité des adolescents du ministère fédéral de la Santé du Nigeria, ainsi que de son protocole clinique. Il porte principalement sur **les droits humains, la santé sexuelle et reproductive, les compétences en leadership, les compétences de vie courante, l'analyse des questions de genre, le plaidoyer et la compréhension de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre**. Parmi les thèmes abordés lors des séances, on compte l'anatomie et la physiologie, la sexualité et le plaisir, l'image corporelle, la grossesse, le VIH, les infections sexuellement transmises, l'éventail complet de la contraception, de la stigmatisation et de la discrimination, l'analyse des questions de genre, la violence de genre, les droits des filles, les UMEPF et l'intersectionnalité. L'accent est aussi mis sur le leadership au moyen d'activités visant à renforcer la capacité des participants à négocier, à refuser

et à résister à la pression, en utilisant par exemple des scénarios d'études de cas qui amènent les participants à répondre et à s'affirmer plus résolument.

Le programme reconnaît l'importance d'œuvrer à tous les niveaux du modèle écologique. Aussi, il encourage les participants à **faire participer les parents et les enseignants**, notamment à l'aide de dialogues intergénérationnels. En outre, INCREASE a mis sur pied un programme de proximité visant à sensibiliser les villageois des communautés rurales aux questions de la SDR par des représentations théâtrales et des séances de questions-réponses. Ces visites de sensibilisation contribuent à créer des ponts entre INCREASE et les leaders communautaires et jettent les bases d'éventuels partenariats.

Le travail de plaidoyer d'INCREASE s'articule principalement autour d'un forum ouvert auquel des représentants de l'État, **des chefs religieux et locaux, des parents et des enseignants peuvent participer pour discuter** et renforcer leurs engagements. Le forum constitue également un des principaux mécanismes de recrutement de militants adultes qui comprennent ce que sont les droits en matière de SDR et d'égalité des genres et qui, en conséquence, peuvent contribuer au changement dans leur communauté. INCREASE invite aussi les parents, les enseignants, les amis, les anciens élèves, les responsables politiques et les médias à sa cérémonie annuelle de remise des diplômes, ce qui contribue à mieux faire connaître l'organisation.

INCREASE aborde également la participation à la prise de décision à la maison et dans la sphère publique et encourage le signalement de pratiques préjudiciables, notamment les agressions sexuelles



Photo: INCREASE

¹L'objectif du cadre de Sara Longwe est d'aider les planificateurs à questionner ce que l'autonomisation et l'égalité signifient en pratique et, à partir de là, d'évaluer de manière critique dans quelle mesure une action de développement appuie cette autonomisation. Pour en savoir plus, voir : Sara Hlupekile Longwe, « Gender awareness: the missing element in the Third World development project », *Changing Perceptions: writing on gender and development*, sous la direction de Tina Wallace et Candida March, Oxfam, 1991.

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Photo: INCREASE

Depuis 2011, le programme de leadership d'INCREASE a permis de mobiliser 255 filles.

et les UMEPF, par l'entremise de son Programme de leadership pour les filles Hajara Usman. En effet, les interventions d'INCREASE en cas d'abus constituent l'une des pierres angulaires de son programme et un élément clé de sa réussite. L'organisation offre un soutien direct aux victimes de violence et aux participants nécessitant des services de SDSR, ou aiguille ces derniers vers les maisons d'hébergement et les services de santé, psychologiques et juridiques appropriés, en plus de signaler les agresseurs à la police.

Suivi et évaluation

INCREASE a recours à un cadre logique pour le suivi et l'évaluation des progrès et des effets de la formation avant, pendant et après la mise en oeuvre du programme. INCREASE effectue également des évaluations régulières auprès des participants et évalue le nombre de filles qui repoussent l'âge du mariage.

INCREASE associe les jeunes à l'élaboration de stratégies d'intervention au moyen d'évaluations régulières de leurs apprentissages et de la mise en pratique de leurs nouvelles compétences.

Résultats

Depuis 2011, le programme de leadership d'INCREASE a permis de mobiliser 255 filles. Selon ses propres évaluations, INCREASE fait état des résultats suivants :

Il est ressorti que, en amont du programme, pratiquement toutes les filles avaient fortement intériorisé les valeurs patriarcales. Par exemple, des filles ont écrit ou prononcé des déclarations du type : « les garçons sont plus intelligents que les filles » ; « la place d'une femme est à la cuisine » ; « en couple, si un garçon bat une fille, c'est une preuve d'amour » ; « une femme battue qui dénonce son mari n'est pas une bonne épouse » ; ou « le viol dans le mariage n'existe pas ».

À la fin du programme, les filles connaissaient l'anatomie et la physiologie reproductive humaine, un sujet suscitant initialement une grande réticence parmi les participants. Elles étaient également capables d'animer des présentations et leur vocabulaire s'était enrichi. Bon nombre d'entre elles occupaient des positions de leadership à l'école ou dans leur église et leurs résultats scolaires s'étaient améliorés.

1. Les filles signalent une bonne estime de soi et une plus grande volonté d'assumer des rôles de leadership à l'école et dans la communauté.
2. Intégration de l'ESC dans les programmes scolaires.
3. Un plus grand nombre de filles et de femmes signalent des cas de violence à INCREASE.
4. Un plus grand nombre de filles décident de repousser l'âge du mariage et ont les capacités pour le faire.
5. Une plus grande sensibilisation aux effets préjudiciables des UMEPF dans les zones rurales de l'État du Niger.
6. Plus de 500 jeunes ont eu accès à des préservatifs et à des lubrifiants grâce au programme de proximité. De même, des services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique ont été offerts à des centaines de bénéficiaires

de soins prénataux. INCREASE a communiqué avec les personnes testées séropositives pour qu'elles suivent un traitement contre le VIH.

Coup d'oeil sur les facteurs de réussite

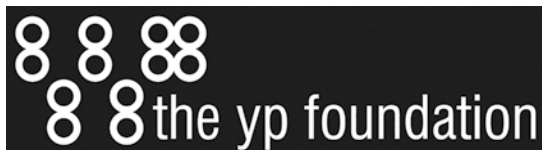
1. Des animateurs dont les valeurs ont été clarifiées et qui souscrivent entièrement aux principes féministes des droits égaux et inaliénables.
2. Un programme robuste composé de modules bien structurés.
3. La mobilisation de participants issus de différents contextes (l'école et la maison) et la mise à contribution des parents et des enseignants.
4. L'offre d'un soutien pour les frais de transport et de collations destinés aux participants.
5. Un réseau viable d'anciens élèves jouant le rôle de mentors.
6. La création de liens entre les participants actuels et anciens qui donne lieu à d'autres occasions d'apprentissage et de développement.
7. Des interventions rapides à la suite du signalement de cas d'abus.
8. La création d'un réseau d'appui digne de confiance sur lequel les filles peuvent compter.
9. La reconnaissance et la récompense du mérite et des accomplissements exceptionnels des filles.

Défis et perspectives

Dans le cadre de ses efforts de plaidoyer, INCREASE a constaté qu'il était difficile de rencontrer individuellement des responsables politiques en raison de leur manque d'engagement. De plus, lorsqu'elles avaient effectivement lieu, ces rencontres n'étaient pas prises au sérieux. Pour ces raisons, INCREASE a décidé d'organiser un forum ouvert où les représentants de l'État et les leaders peuvent discuter ensemble avec les parents et les enseignants et renforcer leurs engagements.

Coordonnées

Courriel : increse2001@yahoo.co.uk
Site Web : <http://www.increase.org/>



ÉTUDE DE CAS

LA FONDATION YP — INDE

Présentation générale de l'organisation

La Fondation YP a été créée conjointement par deux jeunes en 2002 au lendemain des émeutes de Godhra, dans le Gujarat. L'objectif : réunir les jeunes du pays pour contribuer à une meilleure compréhension des droits humains et créer des occasions de collaborer et de se découvrir des compétences en leadership autour d'enjeux sociaux qui soulèvent les passions des jeunes, tout ça au moyen d'une plateforme sûre et ouverte où on ne porte pas de jugement. La Fondation YP s'est rapidement transformée en une organisation pour et par les jeunes qui offre une Éducation Complète à la Sexualité (ECS) aux jeunes et milite en faveur de changements systémiques. Les liens entre la sexualité et les UMEPF se reflètent dans tous les aspects de leur cursus et sont au cœur de leur programme « Connaitre son corps, connaître ses droits ». Ce programme comprend une caractéristique unique : une approche positive à l'égard de la sexualité et de l'éducation à la sexualité fondée sur les droits et exempte de toute forme de stigmatisation. La Fondation YP collabore avec et pour des jeunes sur toutes sortes de questions comme le genre, la sexualité, le leadership, la santé et l'éducation en vue de faire progresser les droits des femmes, des filles et des jeunes marginalisés. L'ensemble de son travail s'appuie sur des principes intersectionnels, féministes et fondés sur les droits.

Population cible

La Fondation YP intervient auprès de jeunes de 10 à 25 ans d'origines diverses, en particulier des jeunes femmes dans les écoles, les établissements de soins spécialisés, les centres d'apprentissage parascolaires et les groupes communautaires de jeunes. Ses programmes sont enseignés par des pairs âgés de 18 à 22 ans dont la plupart sont des étudiants qui suivent un programme de leadership de deux ans ou plus. Les bénéficiaires proviennent d'horizons variés à différents égards : leur lieu d'origine (urbain, semi-urbain, rural), leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur religion, leur classe ou leur caste.

Principales caractéristiques du travail de la Fondation YP : un modèle dirigé par les jeunes qui prône une éducation à la sexualité féministe, intersectionnelle et fondée sur les droits

En Inde, les programmes visant à promouvoir l'éducation à la sexualité des jeunes se butent souvent à une vive opposition de la part de la classe politique, des parents et des enseignants qui, en dépit des preuves du contraire, croient qu'une telle démarche positive à l'égard de la sexualité poussera les jeunes à la promiscuité et à l'adoption de comportements sexuels irresponsables. De plus, les programmes et les politiques sur la sexualité des jeunes sont généralement conçus et élaborés par des adultes qui font fi des opinions et des désirs des jeunes.

Pour cette raison, l'existence et la mission de la Fondation YP sont centrées sur le **pouvoir de leadership des jeunes** : l'organisation veille à ce que les jeunes participent réellement et sur un pied d'égalité aux programmes et aux politiques qui les concernent. Les jeunes ne sont pas les leaders de demain, mais les leaders d'aujourd'hui, insiste la Fondation YP, qui œuvre à porter ce message au-delà des espaces axés sur les jeunes.

Par ailleurs, la Fondation YP est fière de son **approche positive à l'égard de la sexualité fondée sur les droits et exempte de toute forme de stigmatisation**. Cette approche est profondément enracinée dans chacune de ses interventions. Pour cette raison, le travail de l'organisation met l'accent sur le consentement éclairé, le choix et le plaisir, autant de questions abordées directement et ouvertement avec les participants, les éducateurs, les parents et les responsables politiques. La Fondation YP a notamment créé des plateformes et des outils pour sensibiliser les jeunes et autres acteurs clés à l'importance d'une ESC et pour les encourager à militer en faveur de l'inclusion de questions liées à la sexualité dans les politiques et les programmes ciblant les jeunes en Inde.

De plus, la Fondation YP reconnaît que l'expérience des « jeunes » n'est pas homogène et que tout programme centré sur les jeunes doit témoigner de ces identités multiples. À cet effet, elle adopte une démarche **explicitement inclusive de groupes**



variés. Dans l'ensemble de ses programmes, la fondation intervient auprès de jeunes marginalisés issus de milieux défavorisés, principalement au sein des communautés dalit et musulmane. L'**approche intersectionnelle et féministe** de ses interventions tient également compte des questions de migration, d'orientation sexuelle, d'identité de genre, de caste et autres identités ou statuts marginalisés.

Les programmes de la Fondation YP visent à **doter les jeunes des moyens nécessaires** pour diriger la mise en œuvre des programmes. Les jeunes peuvent ensuite utiliser cette expérience pour militer de manière efficace auprès des décideurs, des communautés, des intermédiaires obligatoires et autres acteurs clés. L'organisation crée ainsi des **partenariats entre jeunes et adultes** et démontre le bien-fondé d'un leadership jeunesse à tous les niveaux et dans tous les processus.

Les jeunes ne sont pas les leaders de demain, mais les leaders d'aujourd'hui, insiste la Fondation YP.

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

La Fondation YP aide les jeunes à faire face à des situations réelles de manière positive et à prendre des décisions de vie éclairées. Elle **aménage des espaces sûrs** où les jeunes apprennent à exprimer leurs inquiétudes et leurs opinions, à partager leurs expériences personnelles et à poser des questions, sans être jugés ni réprimandés. À l'échelle plus élargie de la communauté, la Fondation YP fournit une plateforme où les jeunes peuvent exprimer et défendre leurs points de vue devant les membres de leur famille, notamment par l'entremise de petits projets d'action sociale.

Programme présenté: Connaître son corps, connaître ses droits

Le programme Connaître son corps, connaître ses droits (ci-après le programme « **Connaître son corps** ») dispense une ESC à des jeunes d'origines diverses. Le programme est basé directement sur les expériences d'adolescents et de jeunes victimes de discrimination et de marginalisation et mis en œuvre par des jeunes. Il est également marqué par une étroite collaboration avec des ONG œuvrant au niveau local et des contacts ciblés avec les acteurs



Notre travail sur la SDRS est guidé par une approche et une conception positives de la sexualité qui privilégient le consentement éclairé, le choix et le plaisir.

Principe directeur de la Fondation YP



Notre cursus ne se contente pas d'enseigner les aspects biologiques de la santé reproductive de manière objective. Il est ancré dans la réalité et incorpore des aspects de l'intersectionnalité, du pouvoir et du patriarcat. Par exemple, nous n'abordons pas seulement la question de l'hygiène menstruelle, mais créons un espace pour discuter de la honte et de la stigmatisation liées à la menstruation.

Présentation du cursus



locaux et nationaux des secteurs de la santé et de l'éducation, notamment des fonctionnaires, des prestataires de soins de santé, des conseillers, des intervenants de première ligne et des enseignants.

La mise en œuvre du programme Connaître son corps repose sur un **modèle d'éducation par les pairs**. Le programme est animé par un groupe varié et dynamique de « pairs éducateurs », appelés **jeunes leaders**. Ces jeunes sont passionnés par la justice sociale et le féminisme intersectionnel et animés par un désir d'en apprendre toujours davantage sur le monde qui les entoure. L'approche de la Fondation YP en matière d'éducation par les pairs repose sur le renforcement du leadership : les jeunes leaders suivent pendant un an une **formation féministe rigoureuse** et des activités intenses de renforcement des capacités.

Les messages positifs à l'égard de la sexualité du programme Connaître son corps

- La sexualité est un aspect sain de la vie et il n'existe pas de façon précise ou préférable de la vivre ou de l'exprimer.
- Se sentir attiré par une autre personne est une expérience courante. De même, il n'y a rien de mal à ne se sentir attiré par personne.
- Il n'y a pas d'actes sexuels bons ou mauvais. Différentes personnes peuvent apprécier différents actes sexuels.
- Notre expérience de la sexualité est influencée par les normes sociales et culturelles qui nous entourent.
- Il existe de nombreux types d'identités sexuelles et il est important de ne pas juger quelqu'un sur la base de son identité ni de faire preuve de discrimination envers une personne en raison de son identité sexuelle ou de genre.

Les jeunes leaders développent des connaissances approfondies sur des concepts liés au genre, notamment les différentes identités sexuelles et de genre, appréhendent les subtilités d'une action fondée sur les droits et apprennent à aborder les questions de violence et de discrimination sous l'angle des droits humains.

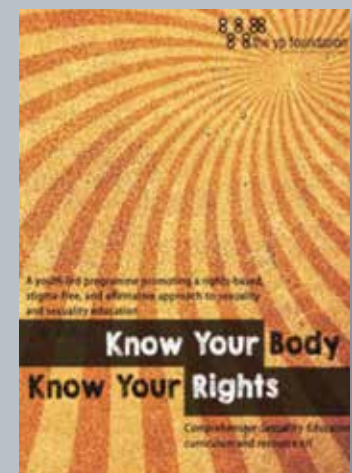
Reconnaissant qu'il n'existe pas de solution universellement applicable, la Fondation YP a opté pour un cursus flexible pouvant être adapté à différents groupes de participants. Le processus d'élaboration de programme suit une démarche ascendante : il **débuté avec les filles et les garçons eux-mêmes**, dont l'apport est sollicité tout au long du processus de conception et d'adaptation.

La Fondation YP modifie le vocabulaire et le contenu des études de cas pour veiller à ce qu'il demeure acceptable, accessible et pertinent aux yeux du public visé. Par exemple, elle pourrait avoir recours à des exemples tirés de la presse locale possiblement déjà connus des participants. Elle veille aussi à la mise à jour régulière de son matériel. Les pairs éducateurs ont recours à de nombreux outils créatifs qui interpellent les participants et renforcent leur compréhension des sujets, notamment **des outils audiovisuels, des jeux interactifs et des blogs sur la sexualité et les droits sexuels**. Par exemple, ils font appel à des études de cas, à des travaux en groupe et à des exercices pour discuter entre autres du « bon sexe » et du « mauvais sexe », des effets de certaines normes sur la sexualité et de la compréhension des identités sexuelles et de la discrimination à l'égard des orientations sexuelles et des identités de genre différentes.

Faire tomber les normes de genre

Dans cet exercice tiré du programme, la Fondation YP examine les concepts du patriarcat et de la discrimination à l'aide de témoignages personnels et conduit les participants à certaines conclusions. Prenons pour exemple le récit de Mohan :

Mohan ne s'identifie pas au genre qui lui a été assigné à la naissance et a enfreint les normes de genre. Pour ces raisons, il a été victime de violence. Le patriarcat dicte que les hommes doivent être virils et les femmes féminines. La transgression des normes de genre déstabilise les structures patriarcales. C'est pourquoi des gens comme Mohan sont la cible de discrimination, de mauvais traitements et de punitions.



LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Photo: la Fondation YP

Par ailleurs, le programme évite de susciter la peur chez les jeunes et se concentre plutôt sur leur émancipation en les sensibilisant à des concepts comme le choix, l'autonomie, les droits et l'expression sexuelle, notamment à l'aide de messages positifs et de **discussions approfondies sur le plaisir et le désir**. Ce faisant, les jeunes renforcent leur capacité à adopter une image de soi positive et une attitude saine.

Le programme comprend également des analyses approfondies du pouvoir et du patriarcat. Pour mettre fin à la violence de genre, la Fondation YP **aide spécifiquement de jeunes hommes et des garçons** à remettre en cause les notions patriarcales et les normes de la masculinité.

Suivi et évaluation

En 2017, la Fondation YP a réalisé une étude quantitative à plusieurs méthodes pour évaluer l'impact de son programme sur les pairs éducateurs, les participants et les organisations partenaires pendant la période 2016-2017. L'évaluation comprenait un examen de données de sources secondaires, ainsi que des entretiens individuels ou en groupe avec des acteurs clés (notamment les pairs éducateurs, les participants et le personnel) ayant différents points de vues sur le programme. Le rapport s'est aussi penché brièvement sur la pérennité des changements observés chez les participants et les organisations partenaires à la suite de leur participation au programme Connaître son corps.

Par ailleurs, en vertu de leur engagement à une participation pleine et entière, les participants ont aussi pris part à divers processus de redevabilité. Par exemple, les jeunes leaders ont mené des audits sociaux auprès de clients mystères (36 centres de santé publics, privés et non gouvernementaux) pour évaluer à quel point leurs services de santé sexuelle et reproductive étaient sensibles aux besoins des jeunes. Les données de ces audits ont été utilisées lors de consultations multipartites à l'échelle des districts et des États afin de favoriser un dialogue constructif entre les

jeunes et les agents de santé de première ligne, les médecins et les représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux sur ces questions.

Résultats

Le programme Connaître son corps témoigne de l'énorme potentiel d'un programme pour et par les jeunes fondé sur un modèle de collaboration multisectorielle qui donne aux adolescents et aux jeunes les moyens de devenir des agents du changement social et de transformer leurs vies.

Chaque année, plus de 1 500 jeunes (la plupart des jeunes filles et femmes de 10 à 25 ans) participent au programme Connaître son corps dans les écoles, les établissements de soins spécialisés, les centres d'apprentissage parascolaires et les groupes communautaires de jeunes dans des milieux urbains et ruraux de trois états indiens. Parallèlement, les volets de sensibilisation du public et de plaidoyer du programme atteignent plus de 50 000 personnes en ligne chaque année par l'entremise de campagnes sur les médias sociaux, ainsi que hors ligne, par l'entremise de projets d'actions sociales, par exemple des spectacles de rue, des audits sur la prestation de services de SDR menés par des jeunes et des consultations multisectorielles.

Il ressort de l'évaluation que le programme a contribué à accroître les compétences en leadership, la confiance en soi et les capacités de négociation des jeunes participantes. Une majorité des participants reconnaissent à quel point la stigmatisation rattachée aux questions de SDR a une incidence négative sur leur intégrité corporelle et leurs droits.

Autres exemples de résultats :

1. Les jeunes ont plus de connaissances et sont mieux informés sur la santé sexuelle et reproductive. Les mythes et les idées fausses ont été réfutés.

2. Les participants de sexe masculin ont une meilleure attitude envers les filles et les femmes.
3. Les jeunes ont développé un sens critique et commencé à remettre en question des idées imposées par leur famille ou la société au nom de la tradition, de la culture ou de la religion.
4. On réclame de plus en plus une ESC.
5. Une grande cohorte de jeunes est maintenant prête à s'engager socialement et à militer pour une ESC.
6. Les jeunes commencent à remettre en cause les normes sociales et à encourager leurs pairs à faire de même.

Coups d'oeil sur les facteurs de réussite

1. Des jeunes en tant que leaders : tous les programmes sont conçus par et pour les jeunes.
2. Approche positive à l'égard de la sexualité fondée sur les droits et exempte de toute forme de stigmatisation.
3. Des connaissances et de l'expérience de travail avec des jeunes de différents milieux marginalisés à divers égards.
4. Une perspective féministe intersectionnelle contribuant à l'établissement de liens avec des groupes divers.
5. Un programme flexible d'ESC fondé sur une approche ascendante qui est accessible, acceptable, pertinent et auquel on s'identifie.

Défis et perspectives

L'évaluation a mis en lumière trois aspects susceptibles d'être renforcés : la collaboration avec les familles et les communautés ; la collaboration avec les organisations partenaires ; et une plus grande attention portée au pouvoir du nombre pour promouvoir les intérêts des filles. L'organisation a aussi reconnu d'importantes lacunes relativement à l'aide apportée aux handicapés et a indiqué vouloir retravailler son matériel et ses approches dans le but d'y remédier.

Coordonnées

Courriel : info@theypfoundation.org
Site Web : <http://www.theypfoundation.org>

LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Ce rapport a été publié en juin 2019.

Pour plus d'information, veuillez contacter :
Anne Sprinkel, Directrice de programme, Tipping Point, CARE - Anne.Sprinkel@care.org ;
Sarah Green, Conseillère supérieure en matière de Santé et de Droits Sexuels, American Jewish World Service - Sgreen@ajws.org

Photos de couverture : Graham Crouch / Filles, pas Epouses; quatrième de couverture : Fran Afonso / Filles, pas Epouses